

## Reprise du 26 avril : les enseignants savent comment ils doivent agir !

Depuis quelques jours, les enseignants reçoivent de leurs recteurs et de leur ministre tel ou tel courriel de « pré-rentree » en prévision de la reprise du 26. Leur ton aussi bien que leur teneur font évidemment écho à la façon dont on considère les professeurs en haut lieu, l'institution pratiquant alternativement l'euphémisme – quand il s'agit de couvrir ses propres insuffisances – et le tacle vexatoire – quand il s'agit de désigner un responsable.

Ainsi, M. Blanquer nous écrit, le 23 avril, qu'il sait « *quelles difficultés ont été rencontrées sur le plan de l'enseignement à distance par nombre d'entre (nous) lors de la semaine qui a précédé les vacances de printemps* ». Lorsque les difficultés virent à la quasi-impossibilité, le mot est faible et lisse la réalité, celle de **l'impréparation récurrente de l'institution**.

Cette impréparation, les propos ministériels ne peuvent la dissimuler, même lorsqu'ils laissent entendre que ce ne sont pas les serveurs qui sont en cause mais la stratégie d'utilisation – et qu'« *il faut parfois ressayer pour se connecter* » (sic) ! Sans vergogne, ils vont jusqu'à expliquer aux professeurs et aux familles que, dans les créneaux 8h-12h30 et 13h30-17h, correspondant aux grilles horaires des emplois du temps de la plupart des élèves, l'autoroute de la pédagogie numérique s'engorge. Et d'ajouter doctement que, de 17h à 24 h et de 00 h à 8h, « *(la) circulation (est) fluide* » ! En conséquence, il nous est conseillé de privilégier ces plages horaires pour nous connecter. **Prendre la route au bon moment, quelle belle recommandation du bison futé de l'école à la maison !** Et nous, simples enseignants de terrain, nous n'y aurions évidemment pas pensé. Quel mépris !

Mais nul n'est dupe. Ce ne sont pas les usages de ces outils par les enseignants – ni par les familles qui tentent valeureusement de suivre la scolarité de leurs enfants – qu'il faut incriminer, c'est la **gabegie d'un système** qui trouve tous les moyens pour se saborder lui-même.

Le ministre dit avoir « *travaillé avec les collectivités locales en charge des ENT pour qu'elles demandent à leurs opérateurs des garanties de robustesse de leurs systèmes informatiques* » : pourquoi cette démarche n'a-t-elle pas été mise en place bien en amont, puisqu'il était évident depuis des mois que la crise sanitaire et son impact sur les enseignements durerait au moins jusqu'à l'été ?

Et s'agissant du sous-dimensionnement de l'outil mis à disposition par le CNED, on le passe sous silence en préférant nous annoncer d'un ton martial que « *le niveau de protection a été considérablement augmenté afin de garantir sa sécurité face aux attaques* ».

Il est en revanche plus commode de se répandre en « *recommandations pédagogiques sur l'usage de ces outils numériques, sur l'organisation des enseignements à distance* » qui nous « *permettront d'anticiper l'organisation des travaux à distance avec (les) élèves* ». Nous nous permettons de signaler au ministre et à certains recteurs soucieux de redondance que **les enseignants, quant à eux, n'ont pas attendu le 23 avril pour anticiper** : leur métier consiste justement à prendre la mesure des besoins des élèves, à explorer les outils disponibles et à les mettre en œuvre avec le professionnalisme réel qui est le leur.

**Puisque c'est nécessaire, Action & Démocratie le rappelle donc** : enseigner a toujours été, est et restera un métier ... alors que se tenir à la tête d'un ministère ou, parfois, d'un rectorat, n'est plus qu'une posture fantoche, quoique lucrative.